

**LE PREMIER
MINISTRE DE LA
RASD L'ESTIME
NÉCESSAIRE****«Ban Ki-Moon doit
se rendre au Sahara
occidental»**

Le Premier ministre de la République Arabe sahraouie démocratique a invité, hier, le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à entreprendre une tournée dans les territoires occupés par le Maroc et dans les camps de réfugiés. Pour Abdelkader Taleb Omar, cette visite de Ban Ki-Moon pourra briser le statu quo imposé par le Maroc.

Le secrétaire général de l'ONU est demandé en urgence au Sahara occidental. L'appel a été lancé, hier, par Abdelkader Taleb Omar, Premier ministre de la République Sahraouie et membre du secrétariat général du Front Polisario. «Sur le plan de la légitimité de notre cause, la visite du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies n'aura aucun apport. Notre combat est légitime, cette question ne fait aucun doute. La venue de Ban Ki-Moon au Sahara occidental est purement d'ordre pratique et vise à imposer l'application des résolutions adoptées par l'ONU. Lorsque le secrétaire général des Nations unies se déplace dans une région, l'effet médiatique est important», a indiqué le Premier ministre sahraoui lors d'une conférence de presse animée à Alger.

Abdelkader Taleb Omar est convaincu qu'une tournée dans les territoires occupés et dans les camps de réfugiés sahraouis permettra de contrer le blocage de ce dossier. «Ban Ki-moon est tenu de trouver les mécanismes pour mettre un terme au statu quo imposé par le Maroc. Il est plus que jamais nécessaire d'appliquer les résolutions de l'ONU.

Le problème est dans l'application de ces textes». Au sujet des violations commises par le régime marocain contre les populations sahraouies, le Premier ministre a tenu à dénoncer le parti pris indirect de certains Etats. Il rappellera à ce titre, les conditions qui ont conduit à l'adoption, en avril dernier, de la résolution sur le Sahara Occidental par le Conseil de sécurité de l'ONU. «L'initiative américaine visant à élargir les prérogatives de la Mission des Nations Unies pour l'Organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) à la supervision des droits humains est le résultat de l'effort de plusieurs organisations non-gouvernementales. Mais nous étions conscients que la France allait peser de tout son poids pour que la proposition américaine ne soit pas présentée devant les membres du Conseil de sécurité de l'ONU. Nous avons pris acte de la position des Etats-Unis, une position très respectable. Nous espérons que la diplomatie américaine continuera sur cette voie pour imposer le respect des droits humains au Sahara occidental».

Par ailleurs, Abdelkader Taleb Omar s'est montré particulièrement optimiste au sujet du devenir de la cause sahraouie. «Actuellement, la situation est plus propice que par le passé. Le peuple sahraoui et le Front Polisario sont passés par des phases très critiques. Il est évident qu'aujourd'hui, le Maroc ne pourra jamais faire face à notre détermination. En quarante ans de lutte notre peuple, où qu'il se trouve, est plus uni que jamais. Le Front Polisario, qui n'était composé que de 17 combattants, compte aujourd'hui des milliers de soldats».

Mais le Premier ministre ne manquera pas de rappeler à la communauté internationale les risques qui pèsent sur la région du fait de l'entêtement du Maroc à rejeter toutes les solutions proposées pour le règlement du conflit

Tarek Hafid

ARCELORMITTAL ANNABA**Appel pour la récupération
du complexe d'El Hadjar**

Réunis hier mercredi, en assemblée générale, à l'appel de leur syndicat, les travailleurs d'ArcelorMittal Annaba se sont prononcés pour la récupération du complexe d'El Hadjar par l'Etat algérien.

L'assemblée générale tenue devant le siège du syndicat à l'intérieur du complexe a drainé des centaines de travailleurs venus se prononcer pour une grève générale illimitée qu'ils devaient approuver à main levée. Cette manière de procéder a été contestée par la direction générale, qui a exigé ne reconnaître qu'un vote à bulletins secrets, conformément à la réglementation en vigueur.

D'où la décision du partenaire social de reporter l'opération de vote à dimanche prochain en se conformant à cette exigence, sachant pertinemment que «les salariés seront au rendez-vous pour défendre la plateforme de leurs revendications en recourant à la grève», a fait savoir le S.G du syndicat. Lors de l'assemblée générale d'hier mercredi, les représentants du partenaire social ont dénoncé l'annulation de plusieurs amendements au règlement intérieur de l'entreprise, préparé par la direction générale et avalisé par l'Inspection du travail. «Cela

s'est fait sans l'avis préalable du syndicat et du comité de participation», ont-ils insisté. Raison pour laquelle ils ont affirmé leur rejet catégorique de ces amendements.

Ils ont également mis à l'index le comportement «à la limite du racisme» de certains expatriés employés au complexe dont les salaires sont cinquante fois plus élevés que ceux consentis aux nationaux «sans que leur apport à la production ne soit évident». Ils citent à ce propos, entre autres, le directeur des ressources humaines.

Par ailleurs, et à contre-courant des initiatives des autorités locales pour rapprocher les points de vue des deux parties afin d'arriver à un terrain d'entente épargnant à l'entreprise une situation catastrophique, l'employeur a, dans une conférence de presse, maintenu ses propositions premières qui sont diamétralement opposées à celles du syndicat. Estimant que la situation financière de l'entreprise ne permet pas une aug-



Photo : New Press.

Des centaines de travailleurs mobilisés pour une grève illimitée.

mentation à la hauteur de celle demandée. Et de ce fait, il a précisé qu'il n'a nullement l'intention d'octroyer une augmentation de 10% sans contrepartie, comme cela a été rapporté.

Par contre, Il a renouvelé celles de 7% dès ce mois d'août et 3% conditionnés à une production de 300 000 tonnes d'acier pour les cinq mois restants de l'année 2013, ainsi que l'augmentation de 50 dinars pour la prime de panier sans plus. Précisant que l'augmentation des 3% ne sera

effective qu'à partir de janvier 2014. Concernant les amendements au règlement intérieur, il affirme qu'ils ont reçu l'aval de l'inspection du travail et de ce fait il est considéré légal.

Revenant à la situation des installations vétustes notamment le HF N2, qui se trouve au centre de la zone chaude, il a reconnu qu'il est arrivé à ses limites et qu'il nécessite un arrêt. Mais dans un tel cas, cela supposera le renvoi de plus de 1 800 travailleurs, fait-il remarquer.

A. Bouacha

EN DÉPIT DE L'ABONDANCE DES PRODUITS AGRICOLES**Les prix toujours élevés**

Le prix du poulet sur le marché ne cesse de prendre de la hauteur, malgré l'exonération de la taxe sur l'aliment avicole dont ont bénéficié les aviculteurs. La même exonération sera d'ailleurs reconduite cette année, a affirmé le chef de la régulation et de la commercialisation des produits agricoles de large consommation à l'Office national interprofessionnel de légumes et viandes.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Intervenant, hier à Alger, lors d'une conférence sur l'anarchie dans les prix des produits agricoles, M. Kasmi explique la hausse du prix du poulet par les températures élevées de la saison estivale. Selon lui, les prix enregistrés actuellement ne font pas exception à la règle.

Un argument aussitôt battu en brèche par Messaoud Amroun, directeur de l'agro-élevage au groupe industriel des productions laitières. Pour lui, au contraire, «dans une aviculture industrielle, il n'y a pas lieu de parler de saison ou de chaleur car tout doit être maîtrisé».

Autre contradiction relevée lors de cette conférence : la pomme de terre dont le prix reste élevé. Or, M. Kasmi parle d'abondance du tubercule, cette année ! Il rappelle même que l'Algérie avait enregistré l'année précédente une production de 4 millions de tonnes de pommes de terre. «Cette production a largement dépassé l'objectif qui était de 250 mille tonnes», dit-il.

De son côté, Akli Moussouni, ingénieur agronome, déplore l'absence d'une réelle



Photo : DR.

La production de pommes de terre a atteint 4 millions de tonnes.

politique agricole. «Les mécanismes de régulation mis en place ne permettent pas de réguler les prix. Ils ne s'inscrivent dans aucune logique de développement et n'ont pas d'objectifs précis», a-t-il souligné. Selon lui, la fluctuation des prix échappe à tout contrôle, principalement en raison de «l'absence d'une production locale et de la dépendance des intrants de l'importation».

L'ingénieur agronome cite en exemple la viande blanche. «Cette filière dépend de la mauvaise santé de la filière de la viande rouge. La démesure des prix des viandes rouges est liée à l'archaïsme dont souffre l'organisation de la filière».

S'agissant de la pomme de terre, il estime que les crises subies par cette filière

re sont très mal gérées. «Au lieu d'agir, l'Etat préfère réagir. On fait toujours appel à l'importation pour absorber les pics des prix», explique-t-il.

Quant au programme de plantation d'un million d'hectares d'oliviers, Akli Moussouni le qualifie d'«irréaliste». Pour lui, une telle superficie «nécessitera un milliard de m³ d'eau pour son irrigation. C'est énorme. Cela démontre toute la méconnaissance de ce type de culture».

L'intervenant fait remarquer que ces programmes ont, d'ailleurs, été mis en place sans étude de la filière ni étude de faisabilité des projets. «Les objectifs ne reposent sur aucune étude de marché, et aucune planification».

R. N.